



LIRE ET ÉCRIRE

## JOURNEE INTERNATIONALE DE L'ALPHABETISATION

Communiqué de presse, 8 septembre 2010

Cette journée internationale est l'occasion de rappeler l'importance de l'alphabétisation pour les personnes, les communautés et les sociétés toutes entières. Elle est aussi l'occasion de ne pas oublier que l'alphabétisation est un droit qui est encore dénié à environ un cinquième de la population adulte sur l'ensemble du globe. Aujourd'hui, dans le monde, 774 millions d'adultes – dont deux tiers de femmes - ne savent ni lire, ni écrire, ni compter. Elle est enfin l'occasion de souligner la persistance de l'analphabétisme dans les pays industrialisés et plus particulièrement en Communauté française de Belgique, où l'on estime qu'une personne sur dix est en grande difficulté face à l'écrit.

En décembre 2009, lors de la sixième Conférence Internationale sur l'Education des Adultes (CONFINTEA VI), les 144 Etats membres de l'UNESCO ont reconnu '**l'éducation des adultes comme un élément essentiel du droit à l'Education**' et réaffirmé que '**l'alphabétisation est le fondement le plus important** sur lequel s'édifie l'apprentissage global, inclusif et intégré tout au long et dans tous les aspects de la vie, pour tous les jeunes et tous les adultes'<sup>1</sup>. **Les Etats signataires s'engagent à redoubler d'efforts pour réduire l'analphabétisme.** En développant la portée et la qualité des programmes d'alphabétisation. En veillant à la participation des femmes, des populations fortement désavantagées, des populations rurales.

**Ces engagements doivent être tenus par nos gouvernements.** Ici aussi l'analphabétisme persiste et l'accès à l'alphabétisation de tous est loin d'être une réalité. De nombreux jeunes sortent chaque année de l'enseignement obligatoire en échec, sans diplôme, sans maîtriser les savoirs de base nécessaires pour agir sur leur environnement, sans savoir lire et écrire. De nombreuses personnes qui souhaitent participer aux actions d'alphabétisation n'y ont pas accès :

- parce qu'ils ne sont pas informés, parce qu'ils n'osent pas franchir le pas, parce qu'ils se sentent idiots...
- parce qu'il n'y a plus de place dans les groupes, parce qu'il n'y a pas assez de locaux, de formateurs...
- parce qu'ils sont trop vieux, trop jeunes, trop éloignés du marché de l'emploi, trop exclus,
- parce que les lieux de cours sont trop éloignés, les garderies trop rares...
- parce qu'ils ne trouvent pas d'actions adaptées à leur besoins.

Cette situation porte atteinte aux droits fondamentaux des personnes tels que définis dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, limite l'exercice de la citoyenneté, freine la participation à la vie culturelle, économique et sociale.

Pour que cela change, Lire et Ecrire lance aujourd'hui, avec les apprenants mobilisés, une vaste campagne de sensibilisation pour interpeller le grand public.

---

<sup>1</sup> UNESCO CONFINTEA VI **Cadre d'action de Belém** *Exploiter le pouvoir et le potentiel de l'apprentissage et de l'éducation des adultes pour un avenir viable.* Décembre 2009.

## **Apprendre à lire et à écrire c'est possible .... « Si les regards changent » et « Si les portes s'ouvrent »**

Quand on ne sait pas lire et écrire, s'inscrire en formation demande une sacrée dose de courage et de ténacité ! Tous les analphabètes vous le diront, les obstacles à franchir sont nombreux. Mais le plus difficile c'est d'oser pousser les portes d'endroits nouveaux sans savoir comment vous serez accueilli : les services d'orientation qui, peut-être, ne comprennent pas toujours votre situation, les bus que vous devez prendre sans être sûr d'arriver à bon port, les garderies où vous devez trouver une place pour votre enfant, les centres d'alpha où vous avez peur de revivre vos échecs scolaires et enfin et surtout le regard négatif que la société porte sur vous, « un incapable ! Un fainéant ! »

**Nous pouvons tous agir pour faciliter, au quotidien, l'accès à l'alphabétisation :** changer nos regards, oser en parler sans tabou, répondre aux questions mêmes inattendues, donner des informations, soutenir les personnes dans leur volonté d'apprendre.

**Nous pouvons tous agir pour revendiquer le développement de l'offre d'alphabétisation,** ce qui implique des politiques publiques qui...

- **favorisent l'accès de tous à la formation tout au long de la vie,** par l'augmentation de l'offre de cours, par leur gratuité (ou tout au moins une participation « minime » aux frais de formation), la gratuité des moyens de transport pour se rendre aux cours, par le renforcement des structures d'accueil des enfants, par des dispositifs d'orientation adaptés, par la suppression de nombreux obstacles administratifs.
- **rééquilibrent l'offre de formation au profit des moins scolarisés et des plus précarisés.** Aujourd'hui, moins on est scolarisé, plus on vit en situation précaire et moins on a de possibilités d'accès aux services de formation d'adultes.
- **reconnaissent et financent de manière structurelle le secteur de l'alphabétisation.** Ce développement doit concerner tous les opérateurs du secteur, en valorisant leur diversité pour garantir des pratiques d'alphabétisation multiples répondant aux besoins variés des publics analphabètes : travailleurs, demandeurs d'emploi, primo-arrivants, personnes incarcérées, femmes au foyer, pensionnés, personnes en situation de grande pauvreté, ...

**Nous pouvons tous agir sur les causes de l'analphabétisme.** Cette mobilisation implique de lutter pour construire :

- **une société qui cesse de produire des exclusions,** qui permette à tous de vivre dans la dignité, qui garantisse à chacun une réelle sécurité d'existence, une sécurité sociale de base (droit aux soins de santé, droit au revenu de remplacement, droit au logement, etc.), sans laquelle aucune participation citoyenne ni aucun projet de formation n'est possible.
- **une école de la réussite** qui garantisse à tous une acquisition effective des apprentissages fondamentaux, au sortir de l'enseignement primaire.
- **une solidarité internationale,** qui soutienne notamment les politiques éducatives, culturelles et d'alphabétisation des pays du Sud : il est inacceptable de construire notre richesse ici sur l'exploitation des enfants là-bas.